



ÉQUITÉ MONDIALE EN MATIÈRE DE REPRODUCTION 2021-2026

Septembre 2021 | Programme d'Équité et de Gouvernance

La Fondation William et Flora Hewlett est une fondation caritative privée non partisane qui fait avancer les idées et soutient les institutions afin de promouvoir un monde meilleur. Depuis plus de 50 ans, nous soutenons les efforts visant à faire progresser l'éducation pour tous, à préserver l'environnement, à soutenir des arts du spectacle dynamiques, à renforcer les communautés de la région de la baie de San Francisco, à rendre le secteur de la philanthropie plus efficace et à favoriser l'égalité des sexes et une gouvernance adaptée partout dans le monde.

Le programme d'équité entre les sexes et gouvernance vise à favoriser des sociétés inclusives afin que toutes les personnes, en particulier les femmes et les filles, soient en mesure de réaliser leurs aspirations. En mettant l'accent sur l'Afrique subsaharienne, le Mexique et les États-Unis, nous accordons des subventions pour élargir les choix des femmes en matière de procréation et d'économie, accroître la capacité des gouvernements à répondre aux besoins des personnes qu'ils servent et pour améliorer l'élaboration des politiques grâce à l'utilisation efficace des données probantes.

Une [note](#) de service a été envoyée au conseil d'administration de la Fondation Hewlett détaillant cette nouvelle stratégie en juin 2021.

L'équipe en charge du renouvellement de la stratégie Global Reproductive Equity a inclus: Carla Aguirre, Althea D. Anderson, Amy Arbretson, Kim Brehm, Aimée Bruederle, Lori Grange, Dana Hovig, Janet Holt, Cheikh Mbaké, Nathalie Scholl, Sarah Jane Staats, and Jasmine Sudarkasa.

Ces documents ont été développés dans le cadre du processus de planification interne de la Fondation Hewlett et ne représentent pas des mesures à entreprendre par le personnel de la Fondation Hewlett ou par le personnel des organismes subventionnés à la demande de la Fondation. Bien que certains résultats, par exemple, puissent refléter l'adoption d'une législation (sur la base des contributions des bénéficiaires et des experts dans le domaine), la Fondation Hewlett ne fait pas de lobbying et n'affecte pas ses fonds à des activités de lobbying interdites, telles que définies dans les lois fiscales fédérales. Le financement de la Fondation pour le travail politique est limité aux seules formes de soutien permises, telles que les subventions générales de soutien au fonctionnement que les bénéficiaires peuvent allouer à leur discrétion, et les subventions de soutien aux projets pour les activités non partisanes (p. ex., éducation du public et recherche non partisane). La Fondation Hewlett a rendu cette stratégie publique auprès de ses partenaires, des bailleurs de fonds et de la société civile dans le cadre de son engagement à l'ouverture, à l'apprentissage et à la transparence.

Ce rapport est sous licence Creative Commons Paternité 4.0 International

REMERCIEMENTS

Nous remercions les nombreuses personnes qui ont contribué à l'élaboration de cette stratégie, notamment les bénéficiaires actuels de subventions et de sous-subventions, les pairs bailleurs de fonds, les conseillers et les experts dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive. Nous apprécions vivement votre générosité pour le temps passé avec notre équipe, vos idées et vos recommandations. Notre stratégie est plus solide grâce à votre contribution.

Nous tenons à remercier tout particulièrement les membres de notre comité consultatif, qui ont été des partenaires de réflexion inestimables tout au long de ce processus.

Il s'agit de Ian Askew (OMS), Nènè Fofana-Cissé (EngenderHealth), Stephanie Kimou (Population Works Africa), Catherine Kyobutungi (APHRC), Jessica Mack (Fondation Susan T. Buffett), Nomi Fuchs-Montgomery (Fondation Bill & Melinda Gates), Krishna Udayakumar (Duke Global Health Institute) et Erin Williams (Fonds Mondial pour les femmes).

INTRODUCTION

Les droits à la santé sexuelle et reproductive (DSSR) sont essentiels à la santé et au bien-être des femmes et des filles¹, de leurs familles et de leurs communautés au sens large. Dans le cadre des DSSR, l'utilisation volontaire de la contraception et de l'avortement sans risque est particulièrement critique pour la capacité des femmes et des filles à poursuivre leurs aspirations dans la vie, notamment à décider d'avoir ou non et quand des enfants. Sans eux, les espoirs d'équité entre les sexes ne se réaliseront pas.

Pour ces raisons, toutes les femmes et les filles devraient pouvoir rechercher, accéder et utiliser une contraception de haute qualité et des soins d'avortement sécurisé en fonction de leurs préférences et de leurs besoins. Pourtant, une série d'obstacles continuent de limiter les DSSR pour de nombreuses personnes dans le monde. Les obstacles critiques incluent les systèmes de santé sous-financés ; les normes culturelles et la stigmatisation entourant la sexualité des femmes, leur autonomie corporelle et leur rôle dans la société ; et des lois et politiques codifiées conçues pour restreindre les DSSR. Ces obstacles sont particulièrement aigus en Afrique subsaharienne, où le besoin de l'accès aux DSSR devrait augmenter dans les années à venir.

Malgré ces défis, il y a eu des progrès significatifs vers l'amélioration des DSSR au cours des dernières décennies. Les taux d'utilisation des contraceptifs et d'accès à l'avortement sécurisé ont augmenté dans toutes les régions du monde, entraînant une baisse des grossesses non désirées, de la mortalité maternelle et de la morbidité liée à la grossesse. L'Afrique de l'Ouest francophone (AOF), sous la direction du [Partenariat de Ouagadougou](#) (OP), a désormais le taux d'utilisation de contraceptifs à la croissance la plus rapide de toutes les régions du monde, atteignant des millions de nouvelles femmes et filles au cours des 10 dernières années. L'introduction de l'avortement médicamenteux a entraîné un changement radical dans l'accès aux soins d'avortement sans risque, malgré les restrictions légales, culturelles et sociales continues. Bien que ces gains soient impressionnants, le maintien et l'accélération des progrès nécessiteront un investissement, une attention et une innovation continues pour atteindre ceux qui n'y ont pas accès aujourd'hui.

La Fondation Hewlett s'est engagée à faire progresser la santé reproductive depuis plus de 50 ans avec une stratégie centrée sur le renforcement sur le terrain. Au cours des cinq dernières années, notre octroi de subventions comprenait un soutien de base pour ancrer la prestation de services de DSSR, la recherche et les organisations de plaidoyer et des investissements catalytiques dans le renforcement du plaidoyer et des plateformes de DSSR dirigés par les Africains

comme le PO et le Safe Abortion Network (Centre ODAS). De plus, nous avons réalisé des investissements ciblés pour stimuler l'innovation, par exemple autour de la conception centrée sur l'humain (CCH) et de l'économie comportementale (EC). Notre travail s'est principalement concentré sur l'Afrique de l'Est et l'AOF - des régions où les femmes et les filles continuent d'avoir un besoin élevé d'accès à leurs DSSR par rapport à d'autres parties du monde.

Tout au long de notre histoire dans le domaine des DSSR, le domaine a évolué d'une manière qui nous a poussé – ainsi que nombre de nos pairs et partenaires – à penser et à agir différemment, en particulier en ce qui concerne l'équité. Ces changements ont profondément trouvé un écho parmi notre équipe de programme et sont alignés sur les valeurs de la fondation. En conséquence, notre stratégie pour les cinq prochaines années sera davantage centrée sur l'équité à des échelles multiples.

Sur le terrain, nous soutenons le mouvement de décolonisation de la santé mondiale et du développement et continuerons de nous efforcer de mettre en place des pratiques de financement et des modèles de partenariat plus équitables en matière de DSSR. Cela entraînera en partie un transfert de pouvoir et de ressources vers les institutions africaines, les mouvements sociaux et les acteurs de la société civile - à la fois directement dans notre octroi de subventions et indirectement par le dialogue et l'apprentissage avec d'autres bailleurs de fonds. Ce travail reflète une évolution continue de notre stratégie visant à accroître le soutien aux organisations de la société civile (OSC), aux institutions de recherche et aux plateformes africaines qui sont les plus proches des problèmes, comprennent le contexte local et sont les mieux placées pour conduire un changement viable et à long terme.

Nous reconnaissons également que les progrès globaux en matière de DSSR sont insuffisants si les inégalités persistent, en particulier pour ceux qui sont confrontés à des défis intersectionnels tels que l'âge, le revenu, l'éducation, le handicap et la géographie. À l'avenir, notre travail incorporera un angle plus explicite sur des résultats équitables et le développement de politiques et de systèmes d'accès aux DSSR qui atteignent efficacement ceux qui sont confrontés aux plus grands obstacles. Conformément à cette nouvelle orientation, nous avons renommé notre stratégie. Notre nouveau nom – « Global Reproductive Equity » (anciennement « International Reproductive Health ») – reflète notre engagement à faire progresser la santé sexuelle et reproductive, les droits et la justice dans le monde et dans nos régions prioritaires.

¹Le terme « femmes et filles » utilisé ici et tout au long du document comprend les femmes, les filles, les personnes trans, les personnes de genre non conforme et les personnes intersexes.

NOTRE APPROCHE DU DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE

En mai 2020, nous avons lancé un processus d'actualisation de la stratégie avec une équipe de trois entreprises appartenant à des femmes - [Afton Bloom](#), [Niyel](#) et [Evaluating for Equality](#) - basées respectivement à New York, Dakar et Londres. Notre approche de ce processus d'actualisation de la stratégie était fondée sur les [principes directeurs](#) de la Fondation Hewlett et sur un ensemble de valeurs que nous avons définies, notamment l'équité, la propriété partagée, la transparence, la génération et l'utilisation de preuves, le respect mutuel, l'adaptabilité et les synergies avec d'autres stratégies de la Fondation Hewlett.

Le processus a duré 14 mois pour nous assurer que nous avons suffisamment de temps pour apprendre et échanger avec un large éventail d'individus et d'organisations dans le monde, en Afrique de l'Est et dans l'AOF. Le rafraîchissement a commencé par une évaluation rétrospective de la stratégie 2014-2020 qui a incorporé les conclusions de quatre évaluations précédentes de notre travail en [AOF](#), le [plaidoyer local](#), [CCH](#) et [EC](#). Tous les bénéficiaires actuels ont été invités à contribuer à l'évaluation au moyen d'entretiens, de groupes de discussion et d'un sondage.

Une analyse panoramique qui a examiné les tendances en matière de DSSR, en mettant l'accent sur l'Afrique de l'Est et l'AOF, a complété l'évaluation. Informé par les contributions des bénéficiaires actuels et de nouvelles voix qui nous ont poussés à penser différemment notre travail, l'analyse du paysage a renforcé notre compréhension de l'état actuel et futur des DSSR. Les résultats de l'analyse ont été traités dans une série d'ateliers avec le personnel de la Fondation Hewlett, ainsi qu'avec des experts de terrain et des praticiens clés lors de sessions en petits groupes.

Le processus d'élaboration de la stratégie a été soutenu par un comité consultatif composé de membres ayant une expertise dans nos trois piliers (prestation de services, recherche et plaidoyer), une expérience dans nos zones géographiques prioritaires (Afrique de l'Est et AOF), un aperçu des stratégies des pairs donateurs, et tendances générales en matière de DSSR. Ce comité s'est réuni plusieurs fois en 2020 et au début de 2021 pour apporter une contribution importante aux points de décision critiques.

CE QUE NOUS AVONS APPRIS

Au cours des cinq dernières années, nous avons octroyé 156 millions de dollars en subventions liées aux DSSR. Environ 40 % de ces fonds ont soutenu la prestation de services, 22 % la recherche et 38 % le plaidoyer. Bien que notre stratégie se soit concentrée sur l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest Francophone, seulement 42 % de notre portefeuille était explicitement destiné à travailler dans ces régions. Les subventions restantes ont été investies dans des organisations et des programmes mondiaux, dont certains ont soutenu des travaux en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest Francophone.



Subventions Internationales en Santé de la Reproduction
2014-2020.

Notre soutien à la région Afrique de l'Ouest Francophone se distingue comme un point positif de notre travail au cours des 10 dernières années. Reconnaissant un besoin profond d'allier accès et investissements aux DSSR dans la région, nous avons adopté une approche catalytique qui a tiré parti de notre voix et de notre position sur le terrain ainsi que des subventions. En partenariat avec d'autres donateurs, les gouvernements nationaux et la société civile, nous avons aidé à établir et à lancer le Partenariat de Ouagadougou en 2011, qui continue de servir de forum d'apprentissage et de collaboration dans les neuf pays de l'Afrique de l'Ouest Francophone et de point focal pour des investissements supplémentaires en matière de DSSR dans la région.

Nous avons également aidé les organisations non gouvernementales internationales (ONGI) à se développer dans l'Afrique de l'Ouest Francophone, investi pour renforcer la société civile dans la région et financé des recherches sur les consommateurs concernant les désirs et les besoins des femmes en matière de DSSR. Soutenue par nos investissements, l'Afrique de l'Ouest Francophone a connu des progrès rapides, avec 3,8 millions de nouvelles utilisatrices de contraceptifs au cours des sept dernières années, soit plus de changement qu'au cours des 21 années précédentes. L'Afrique de l'Ouest Francophone, cependant, reste à la traîne par rapport aux autres régions, et des investissements supplémentaires sont nécessaires pour soutenir les progrès.

Un autre objectif concentré a été le renforcement du plaidoyer mené localement en Afrique de l'Est et dans l'Afrique de l'Ouest Francophone. En 2016, nous avons lancé un effort à long terme pour renforcer les OSC africaines qui défendent les DSSR. Ces organisations sont les plus proches des problèmes et peuvent tenir responsables les gouvernements africains, les donateurs et autres responsables pour améliorer les politiques de DSSR et augmenter les ressources de DSSR. Cependant, elles manquent généralement de ressources, car soutenir des OSC africaines de taille relativement modeste peut être difficile pour les donateurs mondiaux. Au cours des cinq dernières années, nous avons fait des progrès dans la construction de partenariats plus équitables qui transfèrent les ressources et le pouvoir de décision aux OSC africaines, mais davantage de progrès sont nécessaires. Nous nous appuyerons sur notre apprentissage à ce jour pour améliorer encore notre travail.

En complément de ces domaines, nous avons investi dans la prestation de services de contraception et de soins d'avortement sécurisé. Nos investissements consistaient principalement en un soutien opérationnel de base aux ONG internationales travaillant sur les DSSR et un soutien de programme flexible pour leur travail en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest Francophone. Bien que ces organisations jouent un rôle essentiel sur le terrain, notre soutien représente souvent un petit pourcentage de leur budget global et soutient le tra-

vail bien au-delà de notre concentration géographique en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest Francophone.

Parallèlement à ces subventions, nous avons également réalisé des investissements ciblés dans l'apprentissage pour tester l'application de la CCH et de l'EC aux DSSR. Bien que ceux-ci aient abouti à des preuves positives, notamment pour la CCH, des questions concernant la durabilité et l'échelle demeurent. Par conséquent, nous mettrons fin à ces investissements dans les années à venir.

Dans notre stratégie précédente, nous avons également investi dans la prestation de services, le plaidoyer et la recherche spécifiquement dédiés aux soins d'avortement sécurisé. Étant donné que les soins d'avortement sans risque ne sont généralement pas inclus dans d'autres plates-formes (par exemple, le PO), une approche ciblée est nécessaire. Au cours des cinq dernières années, les travaux menés par nos partenaires bénéficiaires aux niveaux mondial, régional et national ont contribué à l'augmentation spectaculaire de la disponibilité et de l'utilisation de l'avortement médicamenteux en Afrique de l'Est et dans l'Afrique de l'Ouest Francophone grâce à des travaux sur l'enregistrement des produits, la distribution des produits et la formation des soignants.

Notre soutien au plaidoyer local a également contribué à faire avancer le changement de politique sur l'avortement et la mise en œuvre de la politique en Afrique de l'Est et dans l'Afrique de l'Ouest Francophone. Bien que nos investissements dans l'avortement sécurisé aient eu un impact, nous voyons une opportunité de réaliser de plus grandes synergies dans l'ensemble de notre portefeuille d'avortement.

Dans ces domaines, notre travail n'est qu'une partie du paysage des DSSR en constante évolution. En 2021, nous sortons d'une période de défis sans précédent, avec quatre années de politique anti-avortement très restrictive du gouvernement américain et les terribles implications du COVID-19. Les deux ont mis à rude épreuve les systèmes de santé et ont rendu plus difficile pour les femmes et les filles l'accès à la contraception et aux soins d'avortement sans risque en cas de besoin. En partie grâce à un plaidoyer local cohérent, les services de santé reproductive ont été largement jugés « essentiels » pendant la pandémie.

Cela s'aligne sur une tendance générale de soutien accru à la santé reproductive de la part des parties prenantes mondiales et nationales, reflétée dans les engagements envers le FP2030, le PO, le [Forum Génération Égalité](#) et d'autres. La pandémie a également souligné l'importance de nouvelles options d'auto-soins, telles que l'avortement médicamenteux, qui élargissent l'accessibilité pour les femmes et les filles. L'attention mondiale accrue portée à la justice sociale a également accru le rôle essentiel des mouvements féministes dans la mobilisation du soutien et la pression du public en faveur de politiques, de budgets et de lois progressistes en matière de DSSR.

Cependant, des menaces émergentes pèsent également sur le progrès. Les mouvements croissants anti-DSSR et anti-genre, souvent alimentés par des forces externes, ont gagné du terrain en Afrique de l'Est et dans l'Afrique de l'Ouest Francophone. Les cadres juridiques et politiques restrictifs en Afrique de l'Est et dans l'Afrique de l'Ouest Francophone et l'exclusion des donateurs et des financements publics continuent de limiter considérablement l'accès aux soins d'avortement sans risque. En outre, le financement des donateurs pour les DSSR devrait stagner ou diminuer, ce qui représente un défi majeur pour le domaine.

Même aux niveaux de financement actuels, il existe un manque de ressources de 4,2 milliards de dollars pour répondre aux besoins mondiaux existants en matière de contraception et de soins d'avortement sans risque, dont près de la moitié sont nécessaires en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Cela pose un défi particulier car la population de ces régions augmente et la demande de contraception et de soins d'avortement devrait augmenter avec elle. Comblar ces lacunes nécessitera de nouvelles approches pour répondre aux besoins et aux demandes croissants des femmes et des filles en matière de DSSR.

CE QUE CELA SIGNIFIE POUR NOTRE NOUVELLE STRATÉGIE

Les leçons tirées de notre travail à ce jour et les défis et opportunités que nous voyons dans le paysage en évolution des DSSR ont des implications pour nos efforts à l'avenir. Notre processus de rafraîchissement de la stratégie a affirmé les principaux obstacles qui subsistent pour atteindre les DSSR universels :

- Un manque de ressources croissant entraîné par des besoins croissants, la stagnation des ressources des donateurs et des engagements de financement national relativement faibles en faveur des DSSR dans de nombreux pays africains.
- Des politiques nationales et des cadres juridiques qui continuent de restreindre l'accès à la contraception et en particulier aux soins d'avortement sans risque.
- Des normes et discours sociaux et culturels nuisibles ou décourageants qui influencent les décideurs, les prestataires de soins de santé et les membres de la communauté à restreindre davantage l'accès et l'utilisation de la contraception et des soins d'avortement sécurisé, y compris les mouvements d'opposition organisés croissants.

- L'inégalité persistante dans l'accès à la contraception et aux soins d'avortement sans risque, malgré des progrès généraux pour renforcer et étendre la prestation de services à travers l'Afrique.

Notre processus de rafraîchissement de la stratégie, en particulier des entretiens avec des experts et des praticiens de terrain, a également défini les atouts que la fondation peut apporter à ces défis. De nombreuses parties prenantes ont souligné l'importance de l'engagement à long terme de la fondation pour renforcer le domaine, en particulier l'engagement public de la fondation en faveur de l'avortement sécurisé en tant que composante intégrale des DSSR. En raison de cette prise de position, la fondation est une voix de confiance et un rassembleur sur le terrain, un atout qui peut être exploité aux côtés des subventions pour faire avancer les progrès. Enfin, l'approche de la fondation en matière de financement et de partenariat, axée sur les valeurs et basée sur le respect mutuel et la transparence, a fortement résonné avec les changements dans le domaine.



Sur la base de ces observations clés, nous prévoyons de maintenir, d'amplifier et de déplacer certains éléments de notre travail actuel à mesure que nous progressons.

MAINTENIR

Certains des éléments les plus fondamentaux de notre approche resteront cohérents.

Orientation géographique: notre travail continuera de se concentrer sur l'Afrique de l'Est et l'AOF, où nous voyons le plus grand besoin et la plus grande opportunité de faire progresser les DSSR. En outre, nous continuerons à soutenir le travail au niveau mondial sur l'avortement, car il est largement absent des accords et cadres mondiaux et régionaux qui peuvent jouer un rôle important pour influencer les politiques et les lois nationales sur l'avortement.

Approche de renforcement sur le terrain : nous continuerons à maintenir notre approche de renforcement sur le terrain via un soutien de base aux organisations et plateformes de terrain critiques, parallèlement à des investissements ciblés dans la production de la recherche, l'utilisation de données probantes et des projets pilotes axés sur l'apprentissage qui peuvent éclairer le travail d'autres praticiens évoluant dans l'accès aux DSSR, les décideurs politiques, les donateurs et les défenseurs.

AMPLIFIER

Il y a beaucoup d'éléments dans notre stratégie actuelle que nous allons non seulement maintenir, mais aussi amplifier et développer. Ce sont des domaines de notre stratégie où notre travail vient de commencer et s'approfondira au cours des cinq prochaines années.

Soins d'avortement sans risque : nous renforcerons notre travail en faveur de l'accès universel à des soins d'avortement sans risque dans le cadre des DSSR globaux en adoptant une approche multidimensionnelle comprenant le plaidoyer, la recherche, le changement de politiques, la déstigmatisation et la prestation de services dans les zones géographiques cibles. En tant que l'un des rares donateurs mondiaux à soutenir publiquement le travail en matière d'avortement, nous voyons une opportunité de tirer parti de la disponibilité croissante de l'avortement médicamenteux et de l'abrogation récente de la politique de Mexico du gouvernement américain.

Voix des femmes : Historiquement, la prise de décision et l'établissement des priorités dans le domaine des DSSR ont été réservés aux femmes et aux parties prenantes africaines plutôt qu'aux femmes et aux Africains. En conséquence, les personnes les plus proches des problèmes et des besoins ne sont souvent pas dans des rôles décisionnels clés et ne sont pas engagées pour informer - et de manière plus appropriée con-

duire - des solutions. Notre nouvelle stratégie visera à changer cette dynamique en élargissant notre approche fondée sur des principes pour renforcer le plaidoyer local et améliorer notre soutien aux acteurs de la société civile africaine, y compris les OSC de DSSR et les mouvements féministes. Les mouvements féministes sont particulièrement importants pour refléter les liens critiques entre les DSSR et d'autres domaines de l'équité entre les sexes, y compris le droit à l'éducation et au travail décent, l'absence de violence sexiste et les discours sociaux et normes de genre favorables.

Discours sociaux : Au cours des cinq prochaines années, nous nous concentrerons davantage sur le renforcement du soutien aux DSSR, y compris le travail pour amplifier les discours sociaux africains qui promeuvent les DSSR et l'équité entre les sexes. Grâce à notre travail avec les partenaires et les parties prenantes africaines, il est devenu clair que des discours sociaux convaincants sont fondamentaux pour un écosystème des DSSR solide et nécessaire pour faire avancer et soutenir les progrès en matière de DSSR.

Cependant, cela reste un domaine sous-exploré et sous-financé, malgré d'importantes discussions et préoccupations dans le domaine des DSSR concernant la croissance des mouvements anti-genre et anti-DSSR.

CHANGER

Alors que nous maintiendrons notre approche et amplifierons notre travail dans le plaidoyer local, l'avortement et les discours sociaux, nous intégrerons également deux changements majeurs dans notre nouvelle stratégie.

Écosystèmes africains des DSSR : comme indiqué ci-dessus, les acteurs locaux, y compris les OSC africaines, les mouvements sociaux et les chercheurs, sont les mieux placés pour stimuler le progrès mais ont été fortement sous-financés en raison de structures de pouvoir historiquement injustes et inéquitables. Bien que nous ayons contribué à cette dynamique en tant que bailleur de fonds dans le passé, notre future stratégie vise à combler cette lacune.

Nous poursuivrons l'évolution continue de notre octroi de subventions, en déplaçant le financement des organisations principalement mondiales et du siège mondial vers des bureaux en Afrique de l'Est et en AOF et/ou des organisations régionales et nationales, des mouvements. Nous effectuerons ces changements dans le cadre d'un partenariat respectueux avec nos bénéficiaires mondiaux à long terme pour assurer une évolution et des progrès continus dans le domaine des DSSR.

Services équitables : au cours des cinq prochaines années, notre stratégie intégrera un objectif explicite et l'octroi de subventions connexes autour d'une prestation de services équitable qui s'intensifiera à mesure que nos investissements dans la CCH et EC diminuent. L'accès à la contraception et aux soins d'avortement sans risque s'est considérablement élargi dans une grande partie de l'Afrique de l'Est et de l'AOF, mais de nouveaux progrès nécessiteront de nouvelles stratégies pour atteindre les femmes et les filles confrontées aux plus grandes barrières, notamment les femmes vivant dans l'extrême pauvreté ; les femmes jeunes ou célibataires, qui sont souvent confrontées à la stigmatisation lorsqu'elles cherchent à obtenir une contraception ; et les femmes handicapées ou déplacées.

Ensemble, ces décisions de maintenir, d'amplifier et de modifier les priorités ont éclairé notre stratégie pour les cinq prochaines années, détaillée ci-dessous.

CE QUE NOUS ESPÉRONS ACCOMPLIR AVEC NOS PARTENAIRES

Après cinq ans, nous espérons voir des progrès vers l'objectif global de notre stratégie mondiale d'équité en matière de reproduction :

Les femmes et les filles d'Afrique de l'Est et d'Afrique de l'Ouest francophone, en particulier celles confrontées aux plus grands obstacles, sont de plus en plus capables de rechercher, d'accéder et d'utiliser les soins de santé - y compris les soins d'avortement - pour favoriser leur santé, leur bien-être et leurs aspirations dans la vie.

Par rapport à notre objectif stratégique précédent, cela met davantage l'accent sur la lutte contre les inégalités et lie explicite-

ment la SDR au bien-être plus large et aux aspirations de vie des femmes et des filles.

Nous travaillerons à cet objectif au moyen de **quatre résultats stratégiques**. Les **deux premiers résultats** visent à renforcer l'environnement favorable à la SDR, y compris le soutien aux acteurs essentiels sur le terrain et les efforts pour aborder les discours sociaux et les normes largement répandus en matière de genre et de DSSR. Nos **troisième** et **quatrième** résultats adoptent une approche plus ciblée pour garantir que les femmes et les filles les plus exclues et les services les plus restreints soient inclus dans l'agenda de l'Afrique de l'Est et de l'AOF en matière de SDR. Parmi ces résultats, d'autres, y compris les partenaires bénéficiaires, les sous-bénéficiaires, les conseillers et les pairs donateurs, seront essentiels à l'impact de notre travail.

NOTRE OBJECTIF ULTIME

Les femmes et les filles d'Afrique de l'Est et de l'AOF, en particulier celles confrontées aux plus grands obstacles, sont de plus en plus en mesure de rechercher, d'accéder et d'utiliser des soins de santé reproductive complets - y compris les soins d'avortement - pour améliorer leur santé, leur bien-être et leurs aspirations de vie.

RÉSULTAT #1

Les écosystèmes locaux sont renforcés pour faire progresser plus efficacement les politiques, les systèmes et les pratiques qui soutiennent la santé reproductive globale des femmes et des filles en Afrique de l'Est et dans l'AOF.

RÉSULTAT #2

Les discours sociaux africains qui promeuvent les DSSR et l'équité entre les sexes influencent positivement le soutien public aux politiques et programmes de santé reproductive en Afrique de l'Est et dans l'AOF.

RÉSULTAT #3

Des solutions visant à atténuer les inégalités dans l'accès et l'utilisation de la contraception et des soins d'avortement sont développées et testées avec des voies à grande échelle en Afrique de l'Est et dans l'AOF.

RÉSULTAT #4

L'avortement sécurisé est légal et/ou dépenalisé dans un plus grand nombre de pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest francophone et est accessible à plus de femmes et de filles dans ces pays.



Résultat 1 | Les écosystèmes locaux sont renforcés pour faire progresser plus efficacement les politiques, les systèmes et les pratiques qui soutiennent les DSSR pour les femmes et les filles en Afrique de l'Est et de l'Ouest francophone.

La Fondation Hewlett s'engage à jouer un rôle actif dans le mouvement visant à déplacer le pouvoir et les ressources dans le domaine des DSSR en collaboration avec les partenaires bénéficiaires, les bailleurs de fonds et les parties prenantes africaines et mondiales. Nous prenons cet engagement tout au long de notre [programme d'équité entre les sexes et de gouvernance](#), qui offrira des opportunités de co-investissement dans toutes les stratégies.

Au cours des cinq prochaines années, nous cherchons à investir plus de la moitié de nos ressources mondiales en matière

L'ÉCOSYSTÈME DSSR (DROITS À LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE)

Une diversité d'acteurs est essentielle pour faire progresser les DSSR. Ces acteurs comprennent notamment les OSC, les instituts de recherche, les mouvements sociaux, les fournisseurs de soins de santé et les décideurs politiques. Les liens entre les acteurs au sein d'un écosystème, qui interagissent tout en travaillant à l'atteinte d'objectifs communs en matière de DSSR, sont tout aussi importants. Au cours des cinq prochaines années, nous visons à mieux soutenir les écosystèmes locaux en matière de DSSR pour faire progresser durablement et à long terme les DSSR en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest Francophone.

d'équité, en matière de reproduction dans les écosystèmes des DSSR en Afrique de l'Est et dans l'AOF. Nous ferons des investissements flexibles pour renforcer les OSC, les mouvements féministes et les instituts de recherche africains en matière de DSSR. Dans la mesure du possible, nous acheminerons les fonds par l'intermédiaire de bailleurs de fonds et de bailleurs de fonds basés en Afrique. Avec ces ressources, les organisations africaines pourront renforcer leurs capacités organisationnelles et développer leur travail pour représenter les voix des femmes africaines autrement exclues. Elles sont bien placées pour faire pression sur les gouvernements nationaux

et les donateurs pour qu'ils hiérarchisent et consacrent des ressources suffisantes aux DSSR dans des lieux décisifs, y compris les processus de budgétisation nationale et les discussions d'influence sur les politiques de DSSR. Elles peuvent également servir de conseillers proches des ministères de la santé et du genre et des prestataires de services, en aidant à garantir que les politiques et les services sont conçus pour répondre aux besoins et aux préférences des femmes et des filles.

Nous investirons également pour renforcer d'autres éléments essentiels de l'écosystème des DSSR en Afrique, notamment en soutenant les institutions de recherche africaines qui génèrent des preuves exploitables pour les politiques et le plaidoyer en matière de DSSR. Pour approfondir notre concentration sur l'utilisation des preuves, nos nouveaux investissements mettront l'accent sur des partenariats étroits entre les producteurs et les utilisateurs de preuves afin de garantir que les résultats de la recherche répondent aux lacunes dans les preuves identifiées par les défenseurs, les mouvements et les décideurs. Nos investissements permettront aux institutions de recherche africaines de maintenir et d'étendre leurs travaux sur les

DSSR et de les positionner pour recevoir un financement direct plus important et meilleur des donateurs.

Reconnaissant que nos ressources à elles seules ne seront pas suffisantes pour construire un écosystème africain de DSSR sain, nous travaillerons parallèlement à notre octroi de subventions pour influencer les bailleurs de fonds bilatéraux et privés, les organisations de prestation de services, les organisations de recherche et de plaidoyer et les associations professionnelles pour modifier les décisions de financement et de transfert de pouvoir aux acteurs africains. S'appuyant sur l'élan de notre stratégie précédente, nous modéliserons ce changement, en transférant respectueusement notre propre pouvoir de financement et de prise de décision aux institutions dont le siège est en Afrique et aux bureaux régionaux et nationaux africains des OING. Notre approche comprendra des discussions individuelles avec des bénéficiaires actuels basés dans le Nord, un plaidoyer et un apprentissage auprès de bailleurs de fonds privés et bilatéraux, et un engagement dans une nouvelle communauté de pratiques de bailleurs de fonds sur les approches antiracistes et solidaires pour soutenir les DSSR.





Résultat 2 | Les discours sociaux africains qui promeuvent les DSSR et l'équité entre les sexes influencent positivement le soutien public aux politiques et programmes de santé reproductive en Afrique de l'Est et de l'Ouest francophone.

Pour compléter cet investissement dans les acteurs essentiels de l'écosystème, nous lancerons un nouveau domaine d'octroi de subventions pour renforcer les discours sociaux de soutien en matière de SDR en Afrique. Les investissements chercheront à renforcer les artistes, les militants et les influenceurs sociaux africains qui produisent, diffusent et maintiennent des discours sociaux de soutien sur l'égalité des sexes et des DSSR. Notre investissement initial sera une analyse panoramique des travaux et recherches existants sur les discours sociaux liés aux DSSR

et à l'équité entre les sexes, suivi d'un ensemble d'investissements pilotes. Comme il s'agit d'un nouveau domaine d'octroi de subventions, nous nous concentrerons sur l'apprentissage, en cherchant à comprendre dans quelle mesure les discours sociaux influencent le soutien du public aux politiques et programmes de DSSR en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest et à partager notre approche et nos apprentissages en matière de subventions pour promouvoir une meilleure compréhension et des investissements.



Résultat 3 | Des solutions pour atténuer les inégalités dans l'accès et l'utilisation de la contraception et des soins d'avortement sont développées et testées avec des voies à grande échelle en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest francophone.

Nous continuerons de soutenir l'AOF et le PO pour soutenir les progrès dans la région. [La nouvelle stratégie 2030 du PO](#) est très alignée sur notre stratégie, notamment en mettant l'accent sur l'équité et en encourageant les pays qui sont en retard sur leurs objectifs ; un rôle accru pour la société civile locale, en particulier les jeunes et les chefs religieux ; et un nouveau réseau pour associer officiellement la communauté de recherche locale au partenariat. Nous continuerons également à financer des organisations mondiales clés pour qu'elles se développent en AOF en plus de financer des organisations locales, alors que nous transférons les ressources des décideurs mondiaux vers les décideurs régionaux. Nous soutiendrons également les innovations locales en matière de prestation de services pour atténuer et réduire

les inégalités dans l'accès et l'utilisation de la contraception et de l'avortement en Afrique de l'Est et dans l'AOF. Au cours de la première année, nous soutiendrons les innovations de prestation de services existantes ou nouvelles qui peuvent être mises en œuvre et maintenues à grande échelle avec d'autres donateurs ou des financements nationaux et un leadership local. Les innovations viseront à atteindre les personnes les plus exclues des services liés aux DSSR et pourraient inclure des informations comportementales, des efforts intersectoriels ou des idées plus larges au niveau des systèmes. En parallèle, nous investirons dans l'apprentissage et la génération de preuves afin de sensibiliser, d'attirer l'attention et de mobiliser des ressources pour des innovations de prestation de services axées sur l'équité.



**MON DROIT DE
DÉCIDER**

**L'AVORTEMENT
EST UN SOIN
DE SANTÉ**



Résultat 4 | L'avortement sécurisé est légal et/ou dépénalisé dans un plus grand nombre de pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest francophone et est accessible à plus de femmes et de filles dans ces pays.

Au cours des cinq prochaines années, nous adopterons une approche stratégique, ciblée et publique pour catalyser le soutien aux soins d'avortement sans risque en tant que composante intégrale des DSSR en Afrique. Dans le cadre de cet engagement public, et en partie basé sur le modèle de notre expérience avec le PO, nous investirons dans une nouvelle plateforme régionale dédiée à l'avortement sécurisé en AOF – le Safe Abortion Network, ou Centre ODAS en français – qui réunira des champions dédiés à l'augmentation l'accès aux soins d'avortement dans les pays de la région pour un apprentissage partagé et une action collective.

Notre espoir est que cette plate-forme encouragera un financement supplémentaire pour les soins d'avortement et aidera les bailleurs de fonds, les exécutants et les défenseurs à s'appuyer sur le travail de chacun et à collaborer. En plus de soutenir le Safe Abortion Network, nous financerons des éléments des activités des membres du réseau, notamment le plaidoyer, la prestation de services et la recherche.

De plus, nous continuerons à investir dans la recherche, le plaidoyer et le renforcement des mouvements, conformément

aux opportunités de progrès opportunes en Afrique de l'Est et dans l'AOF. Nous adopterons délibérément une approche ouverte et réactive à ces investissements, en nous tournant vers des partenaires de confiance en Afrique de l'Est et dans l'AOF pour identifier les opportunités. Notre travail sera guidé par la reconnaissance du fait que les voies de progrès en matière d'accès à l'avortement varient selon les contextes, et que les efforts nationaux et locaux doivent être menés par les acteurs locaux. Les soins d'avortement seront le seul résultat de notre nouvelle stratégie où nous envisagerons des subventions aux organisations mondiales pour un travail mondial.

Comme indiqué ci-dessus, les cadres et forums mondiaux sont essentiels pour conduire le changement, et les organisations mondiales ont souvent plus de liberté pour travailler sur l'avortement que les organisations locales dans des contextes fortement stigmatisés contre l'avortement. Au cours des cinq prochaines années, la Fondation Hewlett utilisera sa voix et sa présence, ainsi que des investissements ciblés dans le plaidoyer, la convocation et la recherche, pour continuer à faire pression pour l'inclusion des soins d'avortement sans risque dans le cadre des DSSR aux niveaux national, régional et mondial.

CE QUE NOUS ESPÉRONS APPRENDRE AVEC NOS PARTENAIRES

Conformément aux principes de la Fondation Hewlett, l'évaluation et l'apprentissage seront essentiels à notre travail dans cette stratégie, en particulier dans nos nouveaux domaines de travail. Cela comprendra une réflexion périodique, une évaluation itérative et une correction de cap réactive. Conformément à notre stratégie, notre approche de l'apprentissage sera hautement collaborative, pour offrir un apprentissage à nous-mêmes, à nos partenaires bénéficiaires et à ce secteur d'activité au sens large. Nous chercherons des occasions régulières d'impliquer des cohortes de bénéficiaires et de partenaires donateurs dans

des événements d'apprentissage, y compris un engagement initial pour recueillir des commentaires sur notre approche d'évaluation et d'apprentissage proposée.

Pour chaque domaine de travail, nous avons défini des résultats qui reflètent le changement que nous espérons voir à la fin de notre stratégie quinquennale. Nous avons également défini des questions d'apprentissage qui guideront notre travail pour suivre les progrès, évaluer l'impact, réfléchir et s'adapter.



BUT ET RÉSULTATS

QUESTIONS D'APPRENTISSAGE

NOTRE OBJECTIF ULTIME

Les femmes et les filles d'Afrique de l'Est et de l'AOF, en particulier celles confrontées aux plus grands obstacles, sont de plus en plus en mesure de rechercher, d'accéder et d'utiliser des soins de santé reproductive complets - y compris les soins d'avortement - pour améliorer leur santé, leur bien-être et leurs aspirations de vie.

- Comment les investissements dans les quatre résultats fonctionnent-ils ensemble, et dans quelle mesure se renforcent-ils mutuellement ?
- S'agit-il des « bonnes » voies pour atteindre notre objectif global ? Qu'est-ce qui pourrait manquer ?
- Que faut-il pour s'assurer que la stratégie incarne les principes et les valeurs de l'équité en matière de reproduction dans son approche, ses processus et ses résultats ? Comment pouvons-nous identifier et atténuer efficacement les biais et les angles morts en cours de route ?

RÉSULTAT #1

Les écosystèmes locaux sont renforcés pour faire progresser plus efficacement les politiques, les systèmes et les pratiques qui soutiennent la santé reproductive globale des femmes et des filles en Afrique de l'Est et dans l'AOF.

- Qu'est-ce qui est nécessaire pour un écosystème de DSSR local et durable (par exemple, les types d'organisations, de connexions ou de réseaux) ?
- Quel est le rôle des bailleurs de fonds pour soutenir le renforcement des écosystèmes, en particulier pour soutenir un transfert responsable des ressources et du pouvoir de décision ?
- Quels sont les rôles des mouvements féministes dans la promotion des politiques, des systèmes et des pratiques liés aux DSSR ?

RÉSULTAT #2

Les discours sociaux africains qui promeuvent les DSSR et l'équité entre les sexes influencent positivement le soutien public aux politiques et programmes de santé reproductive en Afrique de l'Est et dans l'AOF.

- Quels sont les mécanismes par lesquels les discours sociaux qui promeuvent les DSSR et l'équité entre les sexes influencent et façonnent l'opinion publique et le discours en Afrique de l'Est et dans l'AOF ?
- Quels facteurs facilitent ou inhibent la prolifération de ces discours sociaux et le rejet des discours sociaux nuisibles ?
- Comment le travail autour des discours sociaux est-il lié aux efforts de lutte contre les mouvements anti-genre et anti-SDSR ?

RÉSULTAT #3

Des solutions visant à atténuer les inégalités au niveau de l'accès et l'utilisation de la contraception et des soins d'avortement sont développées et testées avec des voies à grande échelle en Afrique de l'Est et dans l'AOF.

- Que faudra-t-il pour soutenir les pays du PO qui sont plus en retard dans la réalisation de leurs objectifs ?
- Qu'avons-nous appris sur les moyens prometteurs de remédier aux inégalités croisées auxquelles sont confrontées les populations marginalisées ?

RÉSULTAT #4

L'avortement sécurisé est légal et/ou dépenalisé dans un plus grand nombre de pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest francophone et est accessible à plus de femmes et de filles dans ces pays.

- Où sont les plus grandes opportunités de progrès en matière de soins liés à l'avortement au cours des cinq prochaines années ?
- Quelles voies sont nécessaires pour élargir l'accès aux soins d'avortement en Afrique de l'Est et dans l'AOF ? Qui doit être impliqué et comment s'effectue le progrès ?
- Dans quelle mesure et comment l'action collective peut-elle soutenir les progrès en matière de soins liés à l'avortement ?

CONSIDÉRATIONS ET RISQUES POTENTIELS

Bien que nous ayons développé notre stratégie de manière réfléchie et prudente sur la base de preuves et de contributions de pairs et de partenaires, toute approche comporte des risques inhérents. Notre stratégie ne fait pas exception, surtout compte tenu de la nature hautement dynamique du domaine des DSSR aujourd'hui. Nous avons défini plusieurs risques pour notre stratégie, notamment les impacts à long terme de la pandémie de COVID-19 et la trajectoire des DSSR et des mouvements d'opposition au genre.

- Impacts à long terme de COVID-19 : La pandémie pourrait avoir un impact sur notre stratégie de plusieurs manières. Avec un faible accès aux vaccins en Afrique de l'Est et dans l'AOF, des blocages continus sont possibles, ce qui entravera l'activité des bénéficiaires et détournera l'attention. Plus important encore, COVID-19 a mis à rude épreuve les systèmes de santé et les budgets des gouvernements nationaux dans la région et a rendu plus difficile l'accès des femmes et des filles aux services de santé reproductive. Les implications à long terme de la pandémie restent incertaines, nous devons donc surveiller de près l'évolution de la situation et accepter que nos bénéficiaires et partenaires puissent faire face à des défis continus liés au COVID dans les années à venir.
- Trajectoire des mouvements d'opposition : les forces qui ont émergé contre l'égalité des sexes et des DSSR sont principalement financées et soutenues de l'extérieur de la région, en particulier des États-Unis et de la Russie. Ils n'ont cessé de croître ces dernières années, bien que le changement dans l'administration américaine ait peut-être ralenti leur progression. Nous continuerons de suivre les mouvements d'opposition en matière de genre et de DSSR avec nos partenaires, car ils présentent un risque important pour la poursuite des progrès.

Nous devons également tenir compte des conséquences imprévues potentielles qui pourraient découler de notre travail.

- Transfert de pouvoir : la transition du financement des parties prenantes mondiales qui fournissent les services, la recherche, le plaidoyer et le renforcement des capacités nécessaires aux parties prenantes régionales et nationales peut perturber la prestation de services existante et la recherche et le plaidoyer en matière de santé reproductive. Nous atténuerons ce risque en travaillant de près avec les bénéficiaires nouveaux et existants pour comprendre le calendrier et les implications des changements de financement et l'élaboration de plans conjoints pour la transition, dans la mesure du possible.
- Engagement des donateurs : un deuxième risque est que les pairs donateurs ne parviennent pas à soutenir les organisations africaines avec un financement plus important et de meilleure qualité, soit en raison de difficultés administratives, soit parce qu'ils ne pensent pas que cela sera efficace. Pour atténuer ce risque, nous partagerons activement notre approche et nos enseignements avec nos pairs et le terrain. Nous établirons des plateformes qui permettront à d'autres de financer plus facilement une plus grande variété d'acteurs menant le plaidoyer et la recherche en Afrique de l'Est et dans l'AOF. En outre, nous élargirons la base de données factuelles sur les raisons pour lesquelles et comment soutenir les organisations africaines et renforcer les écosystèmes locaux de DSSR grâce à des partenariats équitables.
- Opposition et réactions négatives : le risque majeur pour notre travail visant à développer de nouveaux discours sociaux et à élargir l'accès aux soins d'avortement est que ces efforts peuvent ne pas gagner du terrain et/ou peuvent faire face à des réactions négatives importantes en raison de notre financement. Nous veillerons à ce que le travail lié aux discours sociaux et à l'avortement sécurisé soit développé et dirigé par des parties prenantes africaines, qui sont les acteurs les plus crédibles dans l'espace. Nous continuerons également à favoriser la transparence et l'ouverture avec nos bénéficiaires afin que nous puissions rapidement identifier et travailler pour atténuer les dommages potentiels.

Le domaine des DSSR est à un tournant de son évolution, ce que notre stratégie reflète directement. S'appuyant sur l'élan de ces dernières années, nous pensons que les cinq prochaines années sont extrêmement prometteuses pour faire progresser les DSSR pour les femmes et les filles. Il existe également une opportunité claire de progresser vers un domaine des DSSR plus juste et équitable - un domaine qui concentre les voix et le leadership des femmes africaines et met le pouvoir et les ressources entre les mains des organisations et mouvements africains. Nous sommes attachés à cette vision et ravis de travailler avec nos partenaires - bénéficiaires, sous-bénéficiaires, pairs bailleurs de fonds et conseillers - pour en faire une réalité.

